

Protection des civils dans les conflits armés - Syrie - Réponse de Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, à une question d'actualité au gouvernement à l'Assemblée nationale

(Paris, 20 décembre 2017)

(Question sur la protection des civils dans les conflits armés)

Monsieur le Député,

La France est totalement engagée en faveur de la protection des civils dans les conflits armés, d'où que viennent les menaces.

Je dois cependant commencer par relever une évidence. En Syrie, en Irak, l'immense majorité des exactions commises le sont par Daech et par Bachar al-Assad qui, comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian, est le meurtrier de son peuple. Il y a quelques heures, une vingtaine de morts, civils, ont été déplorés dans la région d'Idlib, morts causées par un bombardement du régime. Nous prenons, en ce qui nous concerne dans la coalition, les plus grandes précautions lorsque nous utilisons la force, seuls ou avec nos partenaires, c'est tout l'honneur de nos forces armées et vous avez eu raison de le rappeler.

Nous agissons au sein des Nations unies. En octobre, sous notre présidence du conseil de sécurité, pour soutenir les personnels médicaux ; hier pour adopter la résolution 2393 qui prolonge le mécanisme d'acheminement de l'aide humanitaire en Syrie malgré les combats. Sur les mines antipersonnel, la France a achevé la destruction de ses stocks dès 1999.

Nous appelons tous les États à rejoindre la convention d'Ottawa et nous venons en soutien aux pays affectés. La France mesure la gravité de l'utilisation excessive et indiscriminée des armes explosives, notamment dans les zones où des civils sont présents en grand nombre. Notre pays a ratifié tous les instruments visant à limiter ou interdire certaines armes classiques aux effets disproportionnés.

Nous appelons au strict respect du droit humanitaire et notamment au respect des principes de distinction entre civils et combattants, de proportionnalité et de précaution. Nous dénonçons avec la plus grande fermeté la pratique barbare que constitue l'utilisation des civils comme boucliers humains./.